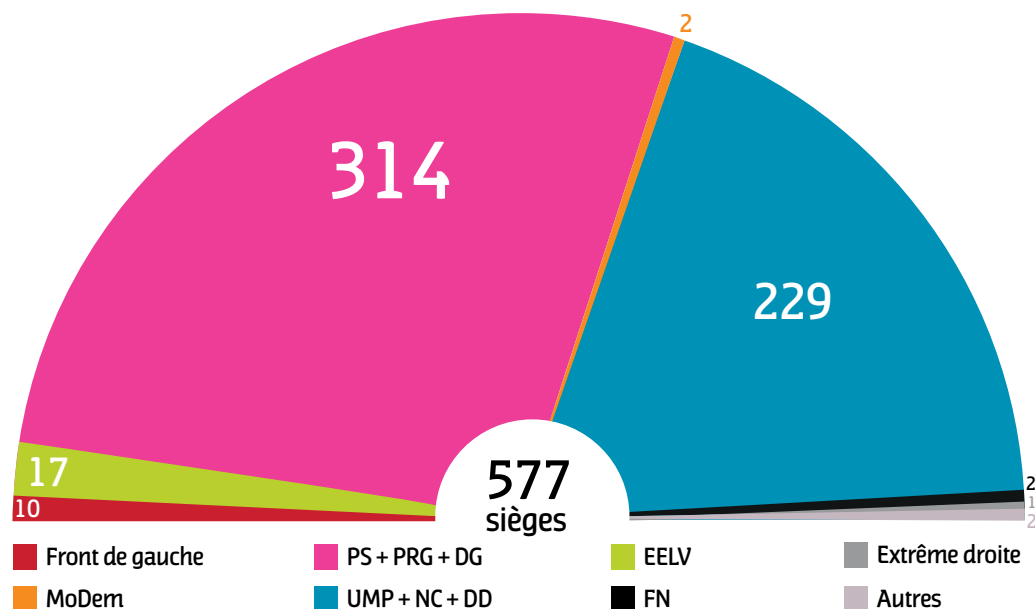


Conseil national du 19 juin

« Les Français ont confirmé leur volonté de changement »

La composition de la nouvelle Assemblée nationale



Intervention de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, dimanche 17 juin 2012

« Mes chers compatriotes, Tout semble indiquer à l'heure où je vous parle, que le président de la République dispose d'une majorité solide à l'Assemblée nationale. Nous vous avons demandé de nous donner les moyens d'agir. Vous nous les avez accordés. Je tiens à exprimer ma gratitude aux Françaises et aux Français de métropole et des Outre-mer. Je mesure votre confiance mais aussi la responsabilité qui nous incombe. Vous avez choisi la cohérence : les engagements du président de la République pourront être mis en œuvre et le fonctionnement harmonieux des pouvoirs publics sera assuré. Dans la période qui s'ouvre ce soir, et conformément aux engagements du président de la République, les prérogatives du Parlement seront scrupuleusement respectées. Les droits de l'opposition seront garantis. Notre démocratie parlementaire sera ainsi restaurée. Nous sommes certes majoritaires mais je connais le besoin de pluralité et de respect des Français. Je veillerai à les garantir.

Vous avez confirmé votre volonté de changement. Le gouvernement qui sera nommé cette semaine pourra agir avec efficacité, pour conduire le redressement du pays dans la justice. Appuyé sur la nouvelle majorité à l'Assemblée nationale et sur la majorité du Sénat, il pourra prendre à bras-le-corps les problèmes et apporter les solutions dans la durée. Les efforts devront être à la hauteur de notre ambition pour la France. Mais

ces efforts seront justement répartis. Toutes les énergies, toutes les intelligences seront mobilisées pour rétablir nos comptes publics, retrouver la croissance, faire reculer le chômage, rendre à notre industrie son dynamisme. C'est dans le rassemblement et la contribution de tous que nous puiserons nos forces. Aux salariés de l'État, des collectivités locales, à ceux du privé, aux entrepreneurs, aux agriculteurs, aux créateurs, aux inventeurs, aux élus, aux syndicalistes, aux bénévoles du monde associatif, aux parents comme aux jeunes, aux retraités comme aux actifs, je demande ce soir de venir apporter leur concours au redressement du pays.

De grands rendez-vous européens sont devant nous. Le président de la République y consacre toute son énergie. L'objectif est de réorienter l'Europe vers la croissance et de préserver la zone euro de la spéculation. L'œuvre qui est devant nous est immense. Rien ne sera facile. Rien ne nous sera donné.

La situation est difficile – chacun le sait – mais nous avons des atouts. Et le premier est notre jeunesse, que le président de la République a placée au cœur de son projet pour la France. Nous saurons mettre en mouvement cette vitalité, pour que notre pays soit plus fort et plus juste. La nouvelle majorité agira dans un esprit de responsabilité et de justice, avec gravité, mais aussi avec la certitude que nous pouvons regarder l'avenir avec confiance.

Je m'y engage. Je vous remercie. »



« Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, les Français ont voulu donner une grande majorité à François Hollande, président de la République, pour amplifier encore la demande de changement qu'ils avaient exprimée lors du premier tour. Après les élections régionales, les élections cantonales, le Sénat et l'élection présidentielle, les Français ont voulu encore donner une confiance très importante à la gauche et particulièrement au PS qui, à lui seul, a une majorité pour l'Assemblée nationale. Les Français ont voulu donner une majorité au président de la République et au Premier ministre pour conduire la politique de la Nation et je voudrais les en remercier de tout cœur. Dire que cette victoire, c'est d'abord celle de l'unité et du rassemblement des socialistes, de la gauche et des écologistes. Je voudrais remercier chacun de ceux qui ont permis cela. Je crois aussi que des humanistes, des démocrates, des républicains ont souhaité se joindre à nous parce qu'ils ont compris que les valeurs de la France étaient parfois mises en cause ces derniers temps, j'allais dire ces derniers mois avec les dérives qu'on a connues ces dernières semaines.

Cette confiance renouvelée des Français nous honore, mais je dirais aussi qu'elle nous oblige. Nous avons le devoir d'abord, comme le président et le Premier ministre ont commencé à le faire, de réaliser ce que nous nous sommes engagés à faire, pour redresser notre pays dans la justice et pour pouvoir porter autrement la parole de la France. Nous le ferons. Nous avons aussi le devoir de réussir. La crise est lourde, notre pays va mal. Nous réussirons. Nous devons redresser la France. Redressement moral, on l'a vu ces derniers jours avec la prise de position d'un certain nombre de candidats de droite, mais aussi redressement pour faire appliquer les règles de la République. Redressement international : on entend à nouveau la voix de la France dans le monde, au moment où le président de la République va s'envoler pour le G20 et pour Rio avant de préparer ce formidable sommet européen essentiel pour l'avenir de l'Europe, où il nous faut redresser et relancer l'Europe avec nos partenaires. Eh bien oui la voix de la France est entendue aujourd'hui. Et bien sûr le redressement économique et financier. Il faut de l'emploi, du pouvoir d'achat, c'est ce que nous disent les Français, mais il faut aussi faire reculer la dette.

Il nous faut aussi redonner de la force à la promesse républicaine d'égalité d'accès aux droits, à l'éducation, au logement, à la santé et à la sécurité. Nous devons rassembler les forces vives de la Nation. Je voulais le dire ce soir : le Premier ministre a commencé à recevoir, à entendre les corps intermédiaires. Nous respecterons non seulement toutes les composantes de la majorité, mais aussi l'opposition, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, et les droits du Parlement.

Nous devons changer en France, mais aussi changer en Europe. Il faut à la fois réduire la crise financière et relancer la croissance et l'emploi. Les prochains jours vont être importants. Je voudrais dire aux Français qui nous ont fait confiance : cette forte majorité va aider François

Hollande à faire bouger l'Europe et à unir le maximum de forces pour pouvoir emprunter ce nouveau chemin. Désormais le président de la République dispose d'une majorité forte et cohérente, je voudrais remercier chacun et puis dire tout de suite aux Français qu'ils vont trouver une Assemblée nationale bien différente. Bien sûr parce que la gauche est majoritaire, mais aussi, et cela est dû principalement au PS parce qu'il y a énormément de femmes qui vont y entrer, de jeunes, mais aussi d'hommes et de femmes qui représentent la diversité de la France. C'est cela aussi qui va faire que les Français vont peu à peu se réconcilier avec la politique.

Je voudrais adresser un salut républicain aux élus de l'opposition parlementaire. Et avoir une pensée pour ceux qui se sont battus pour défendre notre projet et qui, ce soir, n'ont pas été élus. Je voudrais avoir une pensée particulière pour Ségolène Royal. Ce qu'elle vit ce soir est douloureux. Elle a été battue par un candidat qui est élu grâce aux voix de la droite et de l'extrême droite. Ségolène Royal a vécu ce moment de manière extrêmement douloureuse comme tous ceux qui l'aiment et qui l'apprécient. Elle a montré ses capacités de femme politique en disant : je continuerai à défendre mes valeurs. Ségolène Royal, c'est une voix qui compte. Elle continuera à agir dans sa Région et au niveau national et je voulais simplement lui adresser un grand message de sympathie.

Je voudrais aussi féliciter Philippe Kemel pour sa belle victoire face à Marine Le Pen et dire aux habitants de la circonscription d'Hénin-Beaumont que nous allons travailler avec eux pour que le choix qu'a fait un certain nombre d'entre eux d'aller à l'extérieur de la République pour soutenir Marine Le Pen qui se moque de répondre à leurs problèmes et qui les utilisent. Ils ont fait le choix de Philippe Kemel et nous allons l'aider à apporter les réponses pour réindustrialiser encore plus fort cette circonscription, pour apporter l'accès aux droits dont ont tant besoin ses habitants et je pense surtout à l'avenir de leurs enfants, à l'éducation, à la santé et au logement. Je voudrais les saluer parce que c'est une circonscription qui souffre, qui est en train de redémarrer et qui a fait finalement le bon choix. Je voudrais dire à ceux qui n'ont pas voté pour Philippe Kemel : vous allez voir un élu local qui a envie de régler vos problèmes et non pas d'exister grâce à eux. Vous allez voir vous ne le regretterez pas. Bravo Philippe pour ce beau succès.

Le PS est fort de cette nouvelle assemblée. Nous refuserons toutes tentations hégémoniques. Nous sommes heureux d'avoir des partenaires avec lesquels nous avons travaillé depuis trois ans, ils auront toute leur place. La gauche est belle quand elle est unie et avec des sensibilités qui sont respectées. C'est ce que nous ferons comme je viens de le dire. Voilà maintenant nous avons cinq ans pour redresser la France dans la justice, pour faire en sorte que sa voix existe dans le monde, que l'Europe prenne une autre destinée. Et dès demain, nos députés seront au travail pour mettre en place les engagements du président de la République et pour retrouver dans notre beau pays que nous aimons tant la voie du progrès et de la justice. Vive la République et vive la France ! »



Conseil national du 19 juin

Discours de Martine Aubry

Première secrétaire du PS



Martine Aubry

crois qu'on peut à nouveau l'applaudir. Il défend les intérêts du développement durable aujourd'hui, à Rio.

Cela fait 24 ans que nous attendions cela. Nous voilà aujourd'hui pour marquer une nouvelle conquête, après le Sénat, une majorité à l'Assemblée nationale, et comme vient de le dire Michel Destot, une majorité pour le Parti socialiste, ce qui est un score historique depuis 1981.

D'abord, bravo à tous nos candidats, à ceux qui retrouvent leur mandat. La confiance se mérite, et à l'évidence, vous la méritez. C'est ce que vous ont dit vos électeurs. Il est formidable de voir et de retrouver un certain nombre de nos camarades.

Bravo aussi aux nouveaux entrants vient d'être prononcé, à celles et à ceux qui vont pénétrer dans l'hémicycle.

Là aussi, la confiance se construit, et vous avez su la construire avec les Français, avec vos électeurs.

J'imagine l'émotion qui est la vôtre, et beaucoup me l'ont dit, d'entrer dans ce Palais Bourbon.

Je pense que vous avez éprouvé aussi, en y entrant, à la fois la charge de l'histoire, les combats qui ont été menés par ceux qui vous ont précédés et ceux qu'il vous revient maintenant de mener au nom de nos valeurs et au nom de ce que nous sommes.

Je voudrais dire d'abord que cette génération du changement, celle de François Hollande de ceux qui l'entourent, a belle allure : 154 nouveaux élus. Nous renouvelons plus de la moitié de nos députés, je l'ai dit. Nous avançons fortement vers la parité, même si nous n'atteignons pas totalement notre objectif. Il va falloir poursuivre cela, néanmoins un effort important a été réalisé puisque 105 femmes ont été élues dans notre parti. 105 députées, c'est plus du tiers des femmes qui se trouvent dans l'ensemble de l'hémicycle de l'Assemblée nationale. On peut les applaudir.

Elles sont représentées à cette tribune par Brigitte Bourguignon, qui a gagné dans la sixième du Pas-de-Calais, par Chaynesse Khirouni dans la première de Meurthe-et-Moselle, à Nancy, ça c'est formidable, par Pascale Boistard, dans la première de la Somme, et par Axelle Lemaire dans la troisième des Français de l'étranger. La City a voté socialiste grâce à Axelle !

C'est l'occasion pour moi de saluer nos camarades des Français de l'étranger, ceux qui portent le groupe. Je les vois là-bas, je les salue, et leur dis bravo : huit circonscriptions gagnées sur onze, alors que la droite avait charcuté, on peut le dire, ces nouvelles circonscriptions pour que nous en ayons au maximum une ou deux. Huit sur onze !

« Monsieur le Premier ministre, cher Jean-Marc Ayrault, Monsieur le président du Sénat, cher Jean-Pierre Bel, mes chers camarades, finalement, depuis quelque temps, nos conseils nationaux se succèdent, et ils se ressemblent. Donc goûtons ce moment particulier. Nous savons qu'ils sont précieux, ceux où nous fêtons la victoire.

Il y a un mois, nous fêtons la victoire de l'un d'entre nous à la présidence de la République. Je

Je crois qu'ils peuvent tous se lever et on peut les applaudir. La France est bien représentée dans le monde.

Voilà Pouria Amirshahi, que je vois là-bas, mais il y en a d'autres. Il faut évidemment applaudir chacun d'entre eux. Donc des femmes, c'est déjà pas mal. Des jeunes, beaucoup de jeunes, c'est très bien, parce que le renouvellement d'un parti passe aussi par la jeunesse. Et puis, nous souhaitons, et il y a encore des progrès à faire, qu'il y ait un véritable effort pour que notre Assemblée, et notamment les socialistes, représente mieux la diversité de notre pays. Nous avons une députée qui est maintenant ministre, donc on peut la saluer. Elles sont, et ils sont, dix aujourd'hui. Voilà, je crois que c'est un progrès. On peut dire qu'on est content du multiplicateur, on n'est pas encore satisfait en valeur absolue, mais ça avance. Et là aussi, je crois que la rénovation est en marche.

Je voudrais aussi avoir une pensée d'amitié et de reconnaissance pour ceux qui n'ont pas gagné cette élection. Certains sont là. D'autres, je crois, ont eu du mal à venir aujourd'hui. Nous les avons eus, les uns, les autres, au téléphone. Quand on se bat comme certains se sont battus, dans des conditions extrêmement difficiles, avec une droite qui n'a pas hésité à appeler au Front national, et qui n'ont pas dévié de leur chemin, je crois qu'il faut vraiment les applaudir, et leur dire : il y a des défaites qui préparent sans doute l'avenir pour vous et pour nous dans ces territoires.

Je voudrais dire que cette victoire, c'est d'abord celle de la confiance. Confiance dans le président de la République, tout d'abord, qui, en quelques jours, a montré dans son action, comme dans sa pratique politique un véritable changement.

Vous le savez, François Hollande est aujourd'hui à Rio, après avoir été au G20, au Mexique. Il est là pour défendre ce retour de la croissance et de l'emploi, à la place de ces politiques d'austérité, la régulation bancaire, la régulation mondiale, mais aussi pour poursuivre, et il le fera, les 28 et 29 juin au sommet européen, la nouvelle direction que nous voulons pour l'Europe.

Je voudrais dire aussi qu'avec François Hollande et avec Laurent Fabius, notre ministre des Affaires étrangères, nous entendons enfin la voix de la France dans certains domaines. Je pense à la Syrie par exemple, où le poids des mots qui ont été utilisés et la force des dialogues avec, par exemple M. Poutine ont été, évidemment, le début d'une relance, je crois - M. Obama a reçu M. Poutine hier - de ce dialogue fort pour essayer d'engager enfin une action en Syrie.

La voix de la France est à nouveau entendue pour combattre la crise, pour ramener la croissance et pour mettre plus d'équité dans les échanges commerciaux.

Et vous le voyez, jour après jour, en Europe, il y a de plus en plus de leaders qui viennent soutenir la position de notre chef de l'État, du chef de l'État français.

Enfin, confiance dans le président, je le disais, mais confiance dans le gouvernement. En témoigne le grand chelem des ministres. Et je crois qu'on peut tous les applaudir, y compris celles qui étaient, dont

Marie-Arlette Carlotti, dans une situation très difficile. Voilà, bravo à vous tous !

Par ses premières décisions, le gouvernement a su marquer du sceau de la justice le quinquennat de François Hollande. Justice pour les travailleurs avec le droit de partir à la retraite à 60 ans, pour ceux qui ont leurs cotisations, justice pour les familles, avec la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, justice

dans l'entreprise, avec la limitation dans l'entreprise publique des rémunérations de 1 à 20. Oui, on peut le dire, à Jean-Marc Ayrault, notre Premier ministre, les engagements sont tenus. Déjà dix des engagements sur les soixante pris par le président de la République sont aujourd'hui en passe d'être tenus ou le sont déjà.

Exemplarité aussi au plus haut niveau de l'État : baisse de la rémunération du chef de l'État et des ministres, charte de déontologie, non-cumul des fonctions pour les ministres avec les autres fonctions non gouvernementales. Et puis le dialogue. Quand on écoute la droite, on a l'impression que c'est un enjeu de forme. Mais pour nous, socialistes, le dialogue, c'est plus que cela. C'est la démocratie en marche.

Et quand, à la fois, le président de la République reçoit l'ensemble des partis représentés à l'Assemblée, les chefs de partis, avant d'aller au G20 et à Rio +20 ; quand le Premier ministre et la plupart des ministres sont déjà en discussion avec les organisations syndicales, avec les organisations patronales, ça nous change d'un président qui regardait les millions de Français passer sous sa fenêtre pour contredire sa réforme des retraites et qui ne les a jamais entendus. Donc les syndicats sont à nouveau entendus alors qu'ils ont été tant dénigrés. Je crois qu'on peut dire ici, devant nous, au Conseil national, que les élus locaux qui ont été tant ignorés, sauf au moment de payer, vont être à nouveau au cœur des choses, c'est pour nous essentiel que le parti continue, là aussi, à représenter très fortement les élus locaux. L'opposition était méprisée, cela a été dit par le président de la République, elle sera respectée, et particulièrement à l'Assemblée nationale.

Ce qui s'est passé dimanche dernier, ce qui s'est passé depuis quatre dimanches vient de loin. Rappelons-nous les victoires que nous avons connues ces dernières années. L'épreuve de philosophie, c'était hier, au baccalauréat, donc je ne vais pas vous faire le coup du hasard et de la nécessité, mais quand même, la nécessité du changement, elle était là, et la France l'a reconnue.

Le bac nous amène à parler de tous ces jeunes qui espèrent un avenir meilleur, et que nous défendons.

Donc, je disais, ces victoires viennent de loin : élections municipales, cantonales, élections régionales, conquête sénatoriale. Et je crois qu'il faut le dire, comme en 1981, ce sont les territoires et les élus locaux qui ont préparé l'alternance dans le pays. Comme Jean-Marc Ayrault à Nantes, comme vous tous et comme moi-même à Lille, je pense que la crédibilité du projet qui est le nôtre, c'est d'avoir su répondre aux enjeux d'aujourd'hui, mais c'est aussi les politiques qui ont été menées de manière extrêmement innovante par nos collectivités locales.

Dire par exemple que la banque publique d'investissement, qui sera mise en œuvre à l'automne pour produire en France, pour aider nos PME, a été largement préparée par ce qu'ont fait nos présidents de Région, en mettant en place des fonds qui ont pu accompagner les PME au moment où les banques se fermaient à elles.

Les maisons de santé dans les territoires, ce sont nos conseils généraux qui les ont mises en place pour essayer de compenser les dépassements d'honoraires de certains médecins et un hôpital qui fait défaut. La politique de logement, par exemple, et notamment cette politique des trois tiers dans les grands ensembles, a été portée par un grand nombre de nos collectivités et de nos communes pour pouvoir être retenue dans le projet du président de la République.

Je voudrais dire aussi que l'action locale, c'est la proximité. La rénovation de la politique, ce n'est pas de parler de dossiers et de problèmes, c'est de penser comme le font tous les élus

locaux, comme le font tous les militants, à des visages, à des hommes, à des femmes, à des familles, à des jeunes derrière chaque sujet.

Quand on oublie cela, on oublie ce qu'est la politique, on devient des technocrates de la politique. Je voudrais saluer aussi cette jeune génération qui concilie à la fois l'ancrage au terrain, la proximité (c'est pour ça qu'elle a fait souvent reculer le Front national), les valeurs qu'elle veut défendre, et la compétence qui est la sienne. Je crois que là aussi, nous avons bien travaillé.

Il faut effectivement ne pas oublier les Français, pas seulement dans leurs angoisses et leurs difficultés, mais aussi dans leurs initiatives, dans leur énergie, dans leurs aspirations. C'est la raison pour laquelle les élus locaux doivent continuer à avoir un rôle majeur au cœur de notre parti pour que nous comprenions jour après jour ce qui se passe et que nous puissions en irriguer le gouvernement et les responsables.

Je pense que c'est pour toutes ces femmes et tous ces hommes que nous nous battons. Nous avons bien fait, après le dernier congrès, de commencer par un tour de France, où les Français nous ont dit pourquoi ils aimaient la France. Pas l'identité nationale qu'on nous proposait, mais cette France des valeurs, cette France où les services publics, c'est l'accès au droit, cette France de la promesse républicaine que François Hollande a si bien défendue, cette France qui veut des protections au niveau européen pour que nos entreprises existent, et qui veut une finance au service de l'économie.

Les Français nous ont aidés dans la préparation de notre projet.

Notre refondation tient aussi à tous ceux avec lesquels nous avons travaillé, qui pensent la société, qui innovent, qui inventent, et je voudrais saluer le laboratoire des idées qui a beaucoup travaillé, avec Christian Paul, dont il faut saluer l'immense travail. Ce sont les acteurs de la société, les syndicalistes, les milieux associatifs, l'éducation populaire, les chercheurs, les créateurs, les artistes, les entreprises qui nous ont aidés à travailler. Il faut véritablement saluer ce travail. Et puis en 2012, nous avons vérifié cette vérité : la victoire électorale est d'abord une victoire des idées, et l'intelligence est collective.

Là aussi, je voudrais, puisque nous sommes dans un Conseil national, remercier tous ceux, et vous êtes très nombreux, qui ont travaillé forum après forum, convention après convention, pour faire en sorte qu'effectivement, notre projet réponde, non seulement aux aspirations de notre pays, mais aux nouveaux défis et aux nouveaux enjeux qui s'offrent à notre pays et à l'Europe.

Je dois remarquer d'ailleurs que beaucoup de ceux qui ont animé ces forums dans certains domaines se retrouvent aujourd'hui ministres et sont en train de défendre et de mettre en pratique ce qu'ils ont eux-mêmes proposé avec les acteurs de la vie économique, sociale, culturelle, sportive, mais aussi avec beaucoup d'élus.

Ce fut notre projet, rédigé par Guillaume Bachelay, adopté dans une belle unanimité. Je crois qu'on peut aussi féliciter tous ceux qui ont travaillé et qui ont permis à notre candidat de puiser dans ce socle idéologique.

Si je redis tout cela, c'est parce qu'il faut continuer. Et à ceux qui sont au gouvernement et à ceux qui continuent à travailler au parti, je dis : les amis, il va falloir continuer. Il y a eu les Primaires. Je vois que la droite s'interroge aujourd'hui. Cela a été un formidable acte démocratique, je voudrais remercier Harlem Désir d'avoir porté le parti pendant cette période décisive. Et remercier tous ceux qui ont participé aux Primaires. Bien sûr et c'est le dernier point de cette victoire lié à ce que nous avons fait, après ce que j'ai dit de la confiance portée au président de la République et au Premier ministre, bien sûr c'est une évidence, mais il faut toujours la vérifier, rien n'est possible sans le rassemblement et nous le savons, il n'est jamais acquis. Il n'est jamais acquis, il faut le vouloir, il

faut le consolider. Sans le rassemblement des socialistes, nous sommes tous conscients que rien n'aurait été possible. Et je remercie chacun d'avoir pris sa part au travail que nous avons mené. Je parle aussi du rassemblement de la gauche et des écologistes. Une fois de plus, à quelques rares et déplorables exceptions, nous avons réalisé cette unité en soutenant sans états d'âme ni tractations celui ou celle qui, à gauche était arrivé en tête au premier tour. Cela s'est fait en quelques heures à deux exceptions près sur 577 circonscriptions, là aussi c'est le rassemblement d'hommes et de femmes qui ont réussi à créer une confiance entre eux et je voudrais le saluer.

Et puis je n'oublie pas le rassemblement des socialistes et des sociaux-démocrates européens, je voudrais saluer particulièrement Jean-Christophe Cambadélis et le travail qu'il a mené, notamment, et c'est majeur, avec le SPD, car si nous avançons avec les Allemands aujourd'hui, c'est aussi parce que nous avons appris à nous parler, ce n'était pas si simple que cela au début, et à nous rejoindre sur la direction que nous voulons pour l'Europe.

Enfin, je vais terminer par ce point qui me paraît le plus important, cette victoire, c'est d'abord celle des devoirs. Cette victoire nous oblige, elle nous honore bien sûr, mais elle nous oblige. Nous avons le devoir de réussir.

Alors j'entends quelques observateurs, parfois la droite, nous dire : "Voilà, les problèmes commencent !" Moi je leur dis non, les solutions arrivent pour les Français et pour la France. Voilà ce que nous pouvons dire aujourd'hui.

Bien sûr ce n'est pas facile, nous savons dans quel état la France est laissée par la droite. François Hollande, tout au long de sa campagne, a rappelé, comme Jean-Marc Ayrault, qu'il faudra faire des efforts, mais si chaque Français le sait et le comprend, il sait aussi aujourd'hui, que ces efforts seront faits dans la justice. Et puis les nouvelles réponses sont là. Je ne vais pas égrener le projet, vous le connaissez par cœur, mais si nos députés sont là aujourd'hui, les nouveaux, tous les députés, bien évidemment, c'est pour voter ces lois, contre le chômage et la désindustrialisation, le contrat de génération, le contrat d'avenir dans quelques jours, la banque publique d'investissements, l'épargne et la fiscalité au service de l'investissement et de l'emploi, la formation des salariés, la protection contre les licenciements. La solution, les solutions pour l'égalité réelle, la réforme de l'éducation, l'hôpital public, la sécurité et la justice, et puis cela va changer, la considération portée à tous les agents des services publics.

Réorienter l'Europe, je pense que nous n'en parlerons pas beaucoup aujourd'hui, mais que nous le ferons dans les semaines qui viennent, toute la sortie de crise est concentrée dans le mémorandum que notre président de la République a envoyé à ses collègues européens, à la fois pour trouver les moyens de préparer l'avenir et les investissements d'avenir, moyens financiers, pour relancer la croissance, et aussi pour mettre en place des moyens de financement et de consolidation des dettes et la taxe sur les transactions financières. Avec une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, le temps des solutions pour la France est venu. Je pense que nous pouvons dire très clairement que nous attendions cette nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, pour que l'effort soit encore plus fort, pour que le changement soit là. Sur le chemin qui conduira la France vers la justice et le progrès, je voudrais pour terminer dire quelques mots, ce sera le lien avec ce que dira tout à l'heure Harlem Désir sur le rôle de notre parti à un moment où nous sommes au gouvernement. Bien sûr, le Parti socialiste doit d'abord défendre et soutenir le gouvernement, je crois que cela va de soi. Mais je crois qu'il faut aussi être aux côtés des Français. Je le disais tout à l'heure, d'où la place des élus dans notre parti, continuer à regarder ce qui se passe, ce qu'ils ressentent, aux nouveaux phénomènes, être capables de les analyser et

de continuer à être exemplaire dans les solutions pour les faire remonter.

Mais aussi poursuivre et amplifier le travail sur les idées. Pour ma part, je n'ai jamais cru, que l'on soit dans l'opposition ou aux responsabilités, que la réflexion et l'action pouvaient être dissociées. Je crois au contraire, qu'elles doivent être conjuguées, et je crois que le Parti doit continuer à travailler à réfléchir, à apporter de nouvelles idées, que c'est ainsi qu'on régénèrera en permanence nos réponses aux nouveaux défis qui vont arriver. Et puis poursuivre notre rénovation, je l'ai dit tout à l'heure, qu'il y avait eu des progrès, mais, tant qu'il n'y a pas la parité totale, je considère que nous n'avons pas vraiment avancé. Tant que la diversité n'est pas naturelle non plus, donc il va falloir poursuivre. Et puis nous attendons bien évidemment de mettre en pratique le non-cumul des mandats sur lequel tout le monde s'est engagé. Je suis encore là, je le ferai respecter, je le dis très clairement avant que la loi ne soit votée.

Je vais vous dire franchement les choses, ces avancées nous ont fait progresser. Et en les poursuivant mes chers camarades elles continueront à nous faire gagner, il faut donc les poursuivre. Nous continuerons à poursuivre le rassemblement de la gauche et des écologistes. Jean-Marc Ayrault l'a dit dès dimanche soir : "*Nous respecterons tous nos partenaires.*" Ce n'est pas parce que nous sommes majoritaires, que nous allons avoir la tentation hégémonique qui est toujours celle de l'autoritarisme de la droite. Non, nous sommes fiers de cette majorité, mais nous voulons effectivement que chaque sensibilité puisse vivre, et nous respectons l'opposition.

Voilà mes chers camarades, cela va être l'enjeu du prochain congrès, un parti à l'appui de l'action du gouvernement, bien sûr, un parti en prise avec la société, et qui lui ressemble de plus en plus, un parti qui a un temps d'avance sur les idées, un parti qui prépare les générations de responsables politiques de demain. Voilà ce que je souhaite pour notre avenir. Je sais que c'est la condition de nos succès de demain, bien sûr la principale condition c'est la réussite du gouvernement et du président de la République, et nous serons là pour l'accompagner. Donc je compte sur vous. Merci pour tout le travail fait, tout le monde est fatigué, mais malgré tout il faut se mettre au travail parce que maintenant on doit accompagner notre gouvernement pour faire gagner la France et notre président de la République dont on est déjà très fiers. Et avec lui la France je crois, reprend des couleurs. Donc on continue, au travail merci. »





Christophe Borgel

« En entendant une fois de plus et comme au soir de l'élection présidentielle, un certain nombre de parlementaires de droite dans plusieurs régions, nous avons l'impression qu'ils n'avaient pas remarqué la défaite. Quelques chiffres simples, au-delà des chiffres généraux : il y a 17 départements où la gauche a fait le grand chelem dans notre pays. Mais cela ne concerne pas simplement des départements à deux ou trois sièges, je pense aux huit sièges du Finistère, même si on

peut penser aux trois sièges de l'Ardèche Monsieur Terrasse. Dans les deux cas, c'est une avancée et une réelle défaite de la droite.

On se disait avec Richard Yung, Sénateur des Français de l'étranger, Bruno Le Roux, qui suivait le redécoupage auprès du groupe à l'Assemblée nationale, qu'avoir créé onze circonscriptions pour donner neuf députés à l'UMP et terminer avec huit députés de gauche sur onze, c'est franchement un exploit. J'espère que si nous avançons vers la proportionnelle, nos amis du gouvernement qui suivront le redécoupage feront un travail plus équilibré démocratiquement. Les électeurs se sont chargés ici de le rééquilibrer.

Pour l'UMP, une candidate se fait généralement appeler dans cette élection « une suppléante ». Pour les socialistes, nous sommes arrivés à la parité des candidates, mais cela a commencé en 1997 alors que Daniel Vaillant était Secrétaire national en charge de ces sujets. L'enjeu qui était devant nous, ce n'était pas la parité des candidates mais la progression des députées. Il y avait, au groupe socialiste à l'Assemblée nationale, 26 % de femmes dans la précédente mandature, il y en aura 37,5 %. Par comparaison, il y a à droite aujourd'hui, moins de 14 % de femmes élues. Sur ce terrain là, nous pourrions, dans les commentaires, dans les jours qui viennent, être extrêmement tranquilles. Si le nombre de femmes élues progresse à l'Assemblée nationale, c'est grâce à la gauche en général et aux socialistes en particulier.

Cela n'a pas été simple dans le parti. Bruno Le Roux m'avait prévenu, qui me précédait au secrétariat aux élections, le travail des élections législatives c'est en fait le moment le plus compliqué, alors qu'après les régionales on a l'impression d'avoir mangé son pain noir. Parce que le travail des législatives, ce n'est pas des problèmes de régulation de listes, c'est autant d'individus dans 577 bouts du territoire qui pensent que l'avenir de la gauche peut passer par eux. Le nombre d'endroits où on m'a expliqué que, au vu de la réalité de la population, une femme ne pouvait pas être élue ! Je veux saluer en particulier deux candidates qui ont eu à faire des campagnes extrêmement dures, avec des camarades du parti qui ont été contre elles en dissidence, je pense à Linda Gourjade, députée de la troisième circonscription du Tarn et à Lucette Loustaud, députée de la première circonscription du Lot-et-Garonne, qui ont montré qu'il n'y avait pas de territoire où, dans la République, une femme ne pouvait pas être élue. Deuxième pari réussi, celui de la diversité, Martine en a parlé. Nous avons là aussi comme objectif d'avoir autant de candidats que la dernière fois -25- et de progresser en nombre d'élus. Nous nous étions fixé un objectif de dix élus. Je me souviens des rires goguenards d'un certain nombre de commentateurs disant : « mais vous n'y pensez pas ! ». Je ne préfère pas répéter ce que là encore on a entendu dans un certain nombre de circonscriptions. C'est un objectif noble en général, *"Mais enfin, chez nous, tu te rends compte, le Front national est tellement haut !"* me disait-on. Parfois on me disait dans le secret : *"Il y en a tellement peu, mais tu comprends"*. Enfin, aujourd'hui, nous avons dix députés issus de la diversité à l'Assemblée nationale. Mes camarades, il faut que nous ayons tous conscience que cela ne doit être qu'un début.

Je crois qu'avec dix députés issus de la diversité, nous avons franchi un réel pas sur le plan qualitatif. Mais il nous faudra poursuivre cet effort dans les élections qui viennent. Je pense en particulier aux élections municipales, parce que c'est lorsque nous aurons demain dans tous les exécutifs, des maires-adjoints, des vice-présidents, qui apparaîtront comme les candidats potentiellement naturels de notre formation politique, que nous n'aurons plus à réserver des circonscriptions au niveau national à investir au Bureau national, que ce sera un mouvement naturel.

Troisième pari, celui du renouvellement. Ce n'est pas le plus facile parce que la moyenne d'âge à l'Assemblée nationale est assez élevée, c'est la réalité politique de notre pays. Mais elle va être renouvelée pour moitié. Nous avons un groupe où près de 10 % des parlementaires, les nouveaux, auront moins de 40 ans. Là encore, bien sûr, il y a des efforts à faire, mais les parlementaires, avec lesquels notre Première secrétaire est entrée dans ce conseil national, hommes et femmes de cette nouvelle génération, les plus jeunes, ont montré que là aussi le renouvellement était possible, et qu'il n'y avait pas forcément besoin de traverser toutes les arcanes de la vie électorale locale pour devenir un bon parlementaire.

Enfin dernier point que je voulais aborder, celui du rassemblement. Nous avons deux objectifs. Le premier, c'était celui d'avoir la majorité de gauche la plus large au Parlement, et d'avoir à l'intérieur de celle-ci la majorité absolue de socialistes et apparentés pour assurer le gouvernement de Jean-Marc Ayrault de la stabilité nécessaire à l'Assemblée nationale pour travailler sereinement.

Ces deux objectifs sont atteints : il y a une majorité de gauche large, il y a une majorité absolue de socialistes et apparentés. Et, mes camarades, comme pour le Sénat, où si nous n'avions pas eu les accords avec nos partenaires, qui certes nous ont amenés dans toute une série de départements à leur laisser des sièges qui ne pesaient que quelques voix de grands électeurs, c'est par le rassemblement que nous avons gagné les sièges qui font la différence entre la majorité et la minorité.

De la même manière, dans la trentaine de circonscriptions où l'élection s'est jouée à quelques voix pour des députés socialistes et apparentés, si nous n'avions pas eu l'excellent report du second tour, qui est lié à la qualité des accords, à la qualité de la confiance que depuis quatre ans pas à pas, nous construisons avec nos partenaires, il n'y aurait ni majorité de gauche large, et assurément pas de majorité absolue pour les socialistes et les apparentés, parce que nous n'étions pas, contrairement à ce que certains commentateurs ont pu dire, dans un espace de concurrence avec nos partenaires, les deux allaient de paire. Plus la majorité de gauche était large, plus nous étions assurés d'avoir une majorité absolue de socialistes et apparentés. Je crois que c'est ainsi qu'il faut concevoir le rassemblement et le travail avec nos partenaires. C'est comme ça que nous avons réussi à avoir une majorité au Sénat, c'est comme ça que nous avons ces résultats à l'Assemblée nationale. Nous devons le comprendre comme une progression collective de l'ensemble de la gauche qui ne se fait pas au détriment des socialistes, mais qui se fait dans la confiance avec l'ensemble de nos partenaires. Nous y avons réussi, malgré quelques difficultés, ici et là, et c'est normal dans cette élection si particulière qu'est l'élection législative, à la fois élection nationale et élection dans 577 circonscriptions. Mais je crois que je ne prendrai qu'un seul exemple : si nous avons pu avoir aussi vite, dans un certain nombre de circonscriptions, où contre toute attente, nos candidats ont devancé des députés du Front de gauche sortants, un accord de report des voix, à part dans la deuxième circonscription de Seine-Saint-Denis, c'est parce qu'il y avait de la confiance née du travail de rassemblement que nous avons mené sous la houlette de Martine Aubry. Nous avons tout lieu d'être satisfaits du travail accompli collectivement et tout lieu de mesurer le travail que nous avons encore devant nous. »



Thierry Marchal-Beck

« Bonjour à tous.
Chers amis, tout d'abord je voudrais vous faire part, au nom des Jeunes socialistes du réel bonheur, du plaisir, que représente cette victoire. Elle est nette, elle est large, elle est grande. Et puis pour notre génération, pour tous ceux qui ont grandi pendant dix ans de droite, elle fait du bien. Je vous assure que nous sommes très nombreux, de jeunes militants à avoir eu eux-mêmes des parents qui étaient de jeunes militants en 1981 à enfin comprendre ce

que vous avez essayé de nous enseigner, de nous transmettre pendant 25 ans. Donc je vous assure, l'air semble un peu plus léger quand le gouvernement abroge la circulaire Guéant, quand il baisse les rémunérations de 30 % de ses ministres qui le vivent très bien. En tout cas, il n'y en a pas un seul qui est venu me voir pour se plaindre. Je pense effectivement que quand on est socialiste, on sait qu'à plus de 9000 euros par mois, on n'est pas à plaindre et ça fait du bien de le savoir.

Moi je vous le dis, très sincèrement, les Jeunes socialistes sont fiers, ils sont fiers d'avoir été à vos côtés. Fiers d'avoir été à vos côtés pour préparer le projet des socialistes, avec l'allocation d'autonomie, l'attestation de contrôle d'identité, l'égalité salariale femme/homme, l'encadrement des loyers, la réquisition des logements vides, et bien entendu la transition énergétique. Nous sommes fiers d'avoir participé à une mobilisation citoyenne sans précédent, les Primaires citoyennes, et d'avoir fait une campagne militante de terrain à nulle autre pareil depuis des années. Nous sommes fiers de notre parti et de sa capacité à se transformer quand nous avons aujourd'hui il est vrai, un groupe socialiste à l'Assemblée nationale renouvelé, rajeuni, féminisé, au visage de la France, et nous savons que cela n'a pas été simple.

Alors les Jeunes socialistes ont été loyaux, et en permanence à vos côtés depuis dix mois au service de la cause qui nous anime et des candidats qui l'incarnent.

Aujourd'hui, notre responsabilité, elle est autre, toujours pleine de loyauté. Mais notre rôle il est de soutenir l'action du gouvernement, mais surtout de faire réussir l'expérience de la gauche au pouvoir, et pour cela, notre rôle n'est pas d'être le porte-parole du gouvernement auprès de la jeunesse, mais d'être le porte-voix de la jeunesse auprès du gouvernement. Et de vous rappeler que l'élue la plus jeune de l'Assemblée nationale est du Front national, et qu'alors que les 18-30 ans représentent dix millions d'électeurs, il n'y a que deux élus de moins de 30 ans à l'Assemblée nationale : une députée du Front national et un député de l'UMP. De vous dire, que nous savons que si la gauche n'est pas victorieuse, l'alternance ce ne sera plus l'UMP et qu'il nous faut insister sur l'impératif de réussite de la gauche au pouvoir. Pour cela, mes chers amis, il va falloir être exemplaire. L'exemplarité bien sûr, c'est la parité alors, oui 37 % c'est très bien, mais ce n'est pas 40 %, et c'est encore moins 50 %.

Et je vous le dis très clairement, la parité c'est bien mais ça doit être partout. Alors j'espère que ce sera naturel, que 37 % des présidences de commissions à l'Assemblée nationale seront

occupées par des femmes, que 37 % des postes à la commission des lois seront occupés par des femmes, que 37 % des postes à la commission des finances seront occupés par des femmes, j'ai toute confiance pour vous là-dessus.

Et je souhaite évoquer avec vous deux ou trois questions qui touchent ma génération, en particulier dans cette période. Très rapidement, dans ce mois de juin-juillet, qui va être si essentiel, pour la réussite de ce quinquennat, trois questions :

La question européenne et comment on tourne le dos à l'austérité. L'engagement de la conversion écologique de nos économies au moment de Rio + 20. Et les réponses à la précarité qui frappe en particulier la jeunesse. Demain, je serai le signataire d'une tribune commune avec mon homologue allemand, autrichien, espagnol, pour rappeler non seulement nos partis à repousser ce traité de l'austérité, mais pour dire aussi, avec mes homologues, notamment allemand : nous souhaitons que la Banque centrale européenne finance directement la conversion écologique avec un grand plan d'investissement. Nous souhaitons qu'il y ait un impôt sur les sociétés minimum en Europe, un impôt sur la fortune minimum en Europe. Parce qu'aujourd'hui, ce dont il s'agit, c'est de garantir les recettes aux États, et je souligne qu'il y a l'accord du président des Jusos, donc des jeunes socialistes allemands sur cette question.

Le deuxième élément qui est important pour nous, c'est de répondre à la question de la précarité. Je tiens à saluer de façon forte et entière l'action du gouvernement pour répondre à la crise : l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire mais aussi l'augmentation du Smic. Le ministre du Travail a dit qu'elle serait au maximum de 5 %, les Jeunes socialistes espèrent donc qu'elle sera de 5 %. C'est particulièrement important pour nous, parce qu'on commence souvent notre carrière au Smic, en tout cas à ces salaires-là, et donc la perte du pouvoir d'achat frappe particulièrement notre génération. Il y a la retraite à 60 ans. Bref, pour tous ceux qui subissent la crise, il y a des mesures qui ont été prises en urgence. Je dis que les Jeunes socialistes, nous sommes au service des parlementaires et au service du gouvernement pour envisager, si ça doit être fait, premièrement le versement des bourses de l'enseignement supérieur dès le premier septembre. Est-ce que oui ou non, elles doivent être augmentées ? Quelle action pour mettre en place l'allocation d'étude et de formation ? La question qui se pose avec la défamiliarisation, investir dans sa jeunesse pour permettre d'augmenter le niveau de qualification ce n'est pas quelque chose qu'on doit faire à la fin de la crise, c'est l'une des mesures de sortie de crise, et un élément essentiel. Et il y a d'autres idées que nous, Jeunes socialistes, avons portées avec force et vigueur, et nous continuerons de le faire.

Donc voilà, nous les Jeunes socialistes, nous sommes heureux de cette victoire, une belle victoire, heureux que nous soyons maintenant en responsabilité, la tâche est rude, je pense que si elle n'avait pas été rude, on n'aurait pas fait appel aux socialistes.

Vous pouvez compter sur les Jeunes socialistes pour vous soutenir pleinement, un soutien plein et entier, exigeant, au service d'une gauche qui ose et qui transforme. »



Gaëtan Gorce

« Pour m'être exprimé il y a cinq ans au lendemain d'une élection perdue, je crois comme vous ressentir une grande joie en m'exprimant au lendemain d'une élection gagnée. Et gagnée de quelle manière ! Aussi bien l'élection présidentielle que l'élection législative. Le faisant depuis le Sénat et m'exprimant parmi les premiers, par les hasards sans doute des choix qui sont faits, je voulais saluer l'ensemble de cette Assemblée et les nouveaux députés,

au nom des Sénateurs socialistes qui vous attendaient. La victoire au Sénat n'était qu'un prélude, naturellement, longuement préparée par mes collègues qui y travaillaient depuis des années, pour que nous puissions enfin constituer une majorité à l'Assemblée nationale comme au Sénat. Le moment n'est bien évidemment pas celui de l'analyse, en tout cas pas forcément très approfondie. Il est celui de la satisfaction. Il doit rester néanmoins celui de la vigilance. Si nous pouvons regarder le contexte dans lequel nous sommes, nous nous apercevons que c'est lorsqu'il sait se renouveler, et Martine l'a dit tout à l'heure, que notre parti retrouve le goût et la capacité de l'emporter. Ce renouvellement s'est fait très largement dans notre assemblée.

Il s'était fait aussi pour une part, pour une part seulement et pour une part néanmoins, dans notre parti. Car ce que nous devons avoir en tête, me semble-t-il aussi, c'est une leçon à tirer de ces scrutins, c'est que tout est parti des Primaires. Et je veux saluer celles et ceux qui se sont battus pour que ces Primaires aient lieu, autrement dit pour que, par la démocratie, nous sachions faire le choix qui nous permettait de préparer l'avenir, de régler les questions de leadership et de nous doter d'un projet. Je veux saluer à cette tribune, dans ces moments difficiles pour elle, Ségolène Royal, qui a porté ce projet des Primaires. Je veux saluer Olivier Ferrand, qui a été élu en défendant ce projet des Primaires dans ce parti, l'un des premiers, et naturellement Arnaud Montebourg, qui est en effet un des éléments de la rénovation du parti. Les Primaires ont été la base sur laquelle nous avons pu construire notre victoire.

Et comme l'a dit là encore Martine, car je ne peux, d'une certaine manière, que m'appuyer sur ses propos, nous devons, dans ce sens, continuer à avancer. Le choix de la démocratie que nous avons fait doit désormais nous inspirer tout au long des semaines et des mois qui viennent.

Je fais naturellement allusion aux échéances internes qui nous attendent. Je fais aussi allusion à l'ensemble des débats que nous aurons à trancher, qu'ils concernent le gouvernement, qu'ils nous concernent directement pour l'avenir.

Puisque je parle du gouvernement, permettez-moi aussi de saluer tout particulièrement le Premier ministre, qui est ici, Jean-Marc Ayrault, et l'ensemble des membres du gouvernement.

Ils méritent, je crois, qu'on les soutienne activement et qu'on exprime notre satisfaction car ils savent, avant nous, mais nous le savons avec eux, que la tâche sera rude.

Je disais, il y a cinq ans, citant Anatole France, que c'est lorsque l'on croit aux roses et c'est puisque l'on croit aux roses qu'on les fait éclore. Il faut croire que nous y avons cru !

Il faut que nous y croyions plus encore, à l'avenir. Croire en l'Europe, ce sera difficile dans le contexte dans lequel nous sommes, qui ne peut pas manquer son nouveau rendez-vous avec la démocratie.

Il faut que nous soyons ceux qui disons que l'Europe ne peut se construire contre les peuples, et que l'Europe doit continuer à se faire. Et nous avons là un rôle pédagogique, politique et de convictions auquel nous ne pouvons pas renoncer.

Croire en la solidarité : nous sommes dans un monde dans lequel, au fond, les valeurs ne nous sont pas favorables. Partout veut s'affirmer l'autonomie, la liberté, le droit de l'individu, et nous y sommes attachés, c'est le principe des droits de l'Homme. Mais la solidarité en laquelle nous croyons, la coopération entre nous tous, l'association des forces, des énergies et des talents, c'est la base même de l'idée socialiste. Nous devons croire en la solidarité, la revendiquer comme le fondement de notre action.

Croire en la gauche : la bataille électorale que nous avons gagnée n'est pas la bataille des idées. Je viens de l'évoquer. Celle-ci reste à mener. Celle-ci reste à remporter. Et si nous ne sommes pas capables de proposer une alternative au modèle qui est en train de s'effondrer, sur le plan moral, sur le plan financier, sur le plan écologique, si nous ne sommes pas capables de construire une vision du monde dans lequel nous concitoyens, en France et en Europe, peuvent se retrouver, alors les difficultés ne sont pas derrière nous, elles seront devant nous.

Mais à l'inverse, si nous prêtons le temps dans ce parti nécessaire pour construire cette alternative politique, intellectuelle et doctrinale, alors nous aurons l'énergie et la force pour affronter les défis auxquels nous sommes confrontés.

Enfin, croire dans notre parti : ce parti a montré qu'il avait une vigueur formidable, il a autour de lui des forces considérables, 800 000 de nos sympathisants qui ont choisi de rester en contact avec nous au lendemain des Primaires. Cette force-là, le signe que nous devons lui donner, c'est que nous sommes tournés vers elle, et que nous voulons l'associer à l'avenir du Parti socialiste.

À partir du combat qui a été gagné au mois de mai, à partir du combat que nous venons de gagner au mois de juin, d'autres combats nous attendent. Nous pouvons les aborder avec confiance et avec optimisme, forts de ce que nous aurons réalisé, mais nous devons garder énergie, vitalité et vigilance pour mener ces combats-là. Ceux-là, nous ne pouvons pas les perdre. »





Gérard Collomb

en 1981, cela veut dire que j'ai connu à cette époque une soirée comme celle-ci qui était une grande soirée de joie, où déjà nos concitoyens avaient une grande espérance. Ils nous avaient témoigné une grande confiance. Et puis j'ai connu les instants plus difficiles où, quelques années après, les Français avaient un peu perdu de cette confiance qu'ils nous avaient manifestée. Nous savons aujourd'hui qu'ils nous ont donné la majorité, ils ont même souhaité que les socialistes aient la majorité absolue, qu'ils ne soient pas dépendants de telle ou telle force d'appoint, mais qu'ils aient la capacité à mener leur politique. Cela nous confère une immense responsabilité, parce que, désormais, on ne pourra plus dire : « C'est la faute à untel, c'est la faute à ceci. » Non, aujourd'hui, nos actions nous engagent, et elles nous engagent entièrement.

Nous sommes majoritaires à l'Assemblée nationale, majoritaires au Sénat, majoritaires dans les collectivités locales, nous avons tous les instruments pour transformer notre pays.

Or c'est vrai qu'il nous faudra sans doute faire un certain nombre de choix et que ces choix seront forcément difficiles. J'ai parcouru, plus que je ne l'aurais cru au départ, les circonscriptions de l'agglomération lyonnaise. Et j'ai bien entendu quelle était l'attente immense qui était celle des Français, toutes catégories sociales confondues. Ils placent en nous une immense espérance, et nous n'avons pas le droit de les décevoir.



Émeric Bréhier

vote dans l'urne d'un candidat, en l'espèce d'un candidat socialiste qui est devenu président de la République. Donc je voulais juste vous faire partager, puisque je ne l'ai pas fait au dernier Conseil national, cette petite émotion toute personnelle, mais après tout, que nous sommes nombreux à partager.

Vous dire aussi combien notre satisfaction est grande, bien sûr, au lendemain de ces élections législatives, avec le renouvellement,

« Monsieur le Premier ministre, cher Jean-Marc Ayrault, Madame la Première Secrétaire, chers amis. Je suis heureux de m'exprimer devant vous parce que j'ai cru un instant dans cette campagne que peut-être je n'aurais pas l'occasion, plus l'occasion de le faire. Mes chers amis, j'en aurais été extrêmement peiné. Ce parti, je lui ai consacré ma vie. J'ai commencé mon engagement politique un jour de 1969 à la convention des institutions républicaines. J'ai été élu député

Mes chers camarades, nous sommes dans une situation où nous ne pouvons plus nous payer de mots. Désormais, nos convictions politiques, les idées que nous défendons nous engagent. Elles vont se traduire dans des textes de loi, et c'est de ces textes de loi que dépendra la vie quotidienne des Français dans les prochaines années. On sait quels sont les grands enjeux, l'Europe. Oui, il faut effectivement relancer l'Europe, mais si on demande de grands programmes communs, cela demande aussi qu'il y ait des solidarités, que chacun ne joue pas dans un cadre national, mais pense l'avenir commun de l'Europe. Il nous faudra mener une grande politique industrielle. Aujourd'hui, notre pays, on le voit bien, chaque jour, est en train de voir son économie, son industrie, se déliter. Oui, c'est un des enjeux prioritaires. Cet enjeu a été placé en tête de notre projet, je crois qu'il doit le rester, parce qu'aujourd'hui, il conditionne tout.

Les inégalités sociales, cher Claude Bartolone, j'avais eu l'occasion de dire qu'aujourd'hui, elles étaient des inégalités spatiales, et que lorsque je regardais par exemple l'Île-de-France ce n'est pas simplement en ajoutant des moyens financiers nouveaux, mais en menant de grandes réformes de structure pour que les solidarités puissent s'exercer sur une échelle large.

Enfin, je terminerai sur un problème que tous les maires des grandes villes ont présent à l'esprit, le logement. C'était un des thèmes, avec l'emploi, de la campagne que nous avons menée. Mes chers amis, ce sera au nombre de logements construits que nous pourrons dire que nous avons résolu le problème du logement. Faisons attention dans les politiques que nous menons, et j'invite les ministres, même s'ils l'ont déjà fait, à regarder le nombre de logements construits au cours des 15 à 20 dernières années. De voir lorsque cela s'est un peu affaissé, de regarder quelle est la part également du logement social, du logement privé, du logement institutionnel, et c'est à partir de là que l'on peut construire une véritable politique qui permettra de construire davantage de logements dans les prochaines années, et donc de pouvoir répondre aux problèmes que se posent les Français.

Chers amis, chers camarades, je crois que nous avons tout pour réussir. Le pays nous en a donné les moyens. À nous de montrer dans les prochains mois qu'il avait raison de placer en nous sa confiance. Merci. »

la parité, la diversité, je n'y reviens pas, mais surtout de disposer de cette majorité parlementaire stable, cohérente, large, qui permettra à Jean-Marc Ayrault, à ton gouvernement, de mettre en œuvre tout le projet, rien que le projet présidentiel adoubi par les Françaises et les Français le 6 mai dernier, car là est notre responsabilité collective.

Et puis dernière remarque, je partage totalement ce qu'a dit Marie-Noëlle Lienemann, ce qui peut en surprendre quelques-uns, sur l'impérieuse nécessité du travail idéologique, voire plutôt politique, dans notre grille de lecture du Front national. Ce travail a commencé il y a déjà longtemps, avec Alain Bergouinioux notamment, avec Emmanuel Maurel, mais je pense que nous devons aller au-delà, car ce n'est plus une porosité entre le FN et l'UMP, c'est une symbiose idéologique, et c'est à cela qu'il faut nous attaquer au travers d'études sociologiques, électorales, politiques importantes, sinon, dans cinq ans, nous serons à la merci de cette symbiose qui ne sera plus seulement idéologique, mais qui sera politique. Et là est la tâche, à mon sens, prioritaire, de notre organisation politique dans les prochains mois et les prochaines années, et cela dépasse largement les enjeux d'un congrès, c'est un enjeu de culture politique. Merci. »



Marie-Noëlle Lienemann

« Chers amis, chers camarades, ne boudons pas notre plaisir de cette belle victoire, de ces belles victoires. Elles sont le fruit d'un long mouvement. Un mouvement de rénovation de notre parti, un mouvement de remobilisation qui s'est opéré dès les Primaires et très vite avec la belle campagne de notre président de la République aujourd'hui, François Hollande. Et puis cette fantastique dynamique qui s'est levée à nouveau pour les législatives. Je voudrais remercier, et je crois qu'on peut le faire

collectivement, non seulement nos élus, mais aussi nos camarades battus qui ont mené des belles campagnes, mais aussi les militants et les volontaires, sans lequel l'enthousiasme qui a été au rendez-vous n'aurait pas été là. Il ne faudra pas les oublier dans l'exercice du pouvoir, nous avons besoin d'eux dans la phase de conquête, nous ne devons jamais les négliger au moment où nous avons à mettre en œuvre les décisions, à prendre les responsabilités.

Mais d'une certaine façon, un cycle s'achève. Et le fait que tout à l'heure Harlem Désir nous présente les nouveaux calendriers pour les débats internes à notre parti montre que nous sommes déjà préoccupés par la seconde phase, qui maintenant va être de réussir le changement dans la durée. À la fois au niveau de l'action du gouvernement, et bien sûr, nous saluons tous Jean-Marc Ayrault, qui a la lourde responsabilité avec les ministres et le président de la République de faire que ce changement réponde rapidement aux grandes aspirations de nos concitoyens, mais nous voyons aussi qu'il y a un travail politique à mener qui va exiger une mobilisation au-delà des parlementaires, des militants et du Parti socialiste lui-même. Les tâches politiques et du gouvernement concernent la réorientation de l'Europe qui est une question principale, j'allais dire presque principielle aujourd'hui pour notre pays et pour la gauche. Elles concernent bien sûr l'immense attente sociale car un nombre immense de nos concitoyens est dans un état de survie sociale qui est maintenant en dessous du seuil de flottaison et qui devient un problème majeur pour l'ensemble du pays, pour son dynamisme et pour son avenir. Il concerne aussi des questions tout à fait majeures, comme les questions industrielles et nos capacités productives.

Mais il y a des problèmes politiques auxquels le parti lui-même doit s'attaquer, car le gouvernement ne peut pas tout faire. Je pense à quelques enjeux qui sont apparus dans cette campagne. L'abstention. Fort heureusement, les couches populaires, conscientes

de l'importance du changement, sont venues voter pour l'élection présidentielle, et pour François Hollande très massivement. Mais il y a dans les profondeurs de ces couches populaires des doutes profonds, un fatalisme qui s'ancre, parfois des dérives vers l'extrême droite qui s'installent, et nous avons à reconquérir sa confiance dans la politique et dans le changement. C'est l'action du gouvernement, mais c'est aussi le rôle du Parti socialiste, d'être là pour être le passeur entre ces aspirations populaires, la représentation de ces couches populaires et le niveau de l'État.

Cela suppose que notre parti s'organise dans cet état d'esprit et défende des lignes politiques, qui correspondent à ces choix-là. Il y a un deuxième grand sujet qui est le sujet de l'idéologie du Front national. Car nous avons bien tous senti que dans la porosité politique qu'il y avait entre la droite et le Front national se jouait quelque chose de peut-être plus grave encore que le fait politique. C'est la manière, la façon insidieuse dont toute une série de concepts nés de l'extrême droite et j'allais dire d'une certaine fascisation, est en train de s'installer. Le thème de l'assistanat en substitut de la solidarité. Le thème de l'ordre plutôt que de la justice, le thème du refus de la xénophobie, de l'autre de l'étranger, plutôt que celui de la constitution d'un pacte positif autour de la République. Il y a donc des enjeux idéologiques que le gouvernement ne peut pas mener et qu'un parti politique doit assumer. Il y a enfin la question du rassemblement des forces de gauche, oui, il a bien fonctionné en termes de désistements républicains, mais face à l'adversité, face aux marchés financiers, face à la difficulté sociale sur le terrain, cette unité des forces de gauche a besoin de s'incarner de manière plus positive, plus dynamique, dans l'action, dans le soutien aux forces sociales, dans une façon de concevoir la mobilisation sociale qui ne soit pas la protestation contre le gouvernement mais bien un rapport de force qui nous est favorable pour améliorer la nature de notre changement.

Voilà ce qui est devant nous, tout à l'heure Jérôme Guedj au nom de notre sensibilité « Un monde d'avance », va vous dire notre grande perplexité par rapport à l'échéancier, au calendrier qui nous est proposé (lire par ailleurs), car pour relever les défis, nous avons besoin d'aller au fond de nos débats, non pour nous diviser, non pour nous affaiblir collectivement, mais si ce n'est pas au sein de notre grand parti que peut avoir lieu un débat serein, constructif, positif, pour réussir le changement, alors craignons que ce soit ailleurs qu'un certain nombre de forces, de militants et d'attentes s'expriment. C'est pourquoi nous souhaiterions que les délais pour le débat du congrès, puissent avoir un petit mois supplémentaire pour qu'à chaque étape les militants, les volontaires qui ont participé, construisent avec nous cette nouvelle étape du PS. Pour réussir le changement il faudra aussi réussir notre congrès. »





Patrick Bloche

« Chers camarades, je sais bien que nous avons pour habitude, entre socialistes, de nourrir nos débats de Conseils nationaux des problèmes qui sont devant nous, et Jean-Marc Ayrault et les ministres ici présents ne les ignorent pas. Depuis quelque temps, nous prenons l'habitude, de la même façon, de goûter collectivement ce bonheur politique que nous vivons aujourd'hui, au lendemain des élections législatives, comme nous l'avions fait lors du précédent Conseil national, juste après

l'élection de François Hollande. Nous avons, les uns et les autres, vécu tant de campagnes électorales, et notamment depuis dix ans, qui ne nous avaient pas permis de connaître une double victoire nationale à la fois à la Présidentielle et aux législatives que nous en apprécions davantage ce bonheur politique si rare.

Alors, il ne s'agit pas pour moi de positiver pour positiver, bien entendu, mais rétrospectivement, de rappeler que tout cela ne s'est pas fait d'un coup de baguette magique. Cela a déjà été évoqué, il y a eu le travail et la contribution essentiels de nos camarades en responsabilité dans les collectivités territoriales, parce que les politiques locales qui ont été menées ont été des creusets expérimentaux pour élaborer des solutions nationales qui se sont retrouvées ultérieurement dans les engagements pris par François Hollande devant les Français.

Et puis il y a eu le très beau travail à la fois d'opposition et de propositions de nos groupes parlementaires à l'Assemblée nationale ces cinq dernières années, où nous avons mené des combats essentiels, souvent des combats de résistance, mais où nous avons su profiter notamment de nos niches parlementaires, pour proposer à travers les débats que nous avons suscités sur nombre de propositions de loi. Et puis le Parti. Le Parti a joué, dans cette double victoire, un rôle déterminant, un parti qui a travaillé, qui a renoué des liens étroits avec les spécialistes de

nombreuses questions dans tant de domaines. Je peux témoigner, notamment dans le domaine de la culture, des médias, de l'Internet, en associant Sylvie Robert et Karine Gloanec-Maurin, que nous avons réuni autour de nous de nombreux experts, nous avons renoué des liens qui avaient été distendus, et puis nous avons fait adopter des projets dans chacun des secteurs d'activité du Parti. Il y a eu la contribution majeure, évidemment, du laboratoire des idées animé par Christian Paul.

Nous avons eu de vrais débats. Depuis longtemps au sein du Parti, des controverses qui n'avaient pas été tranchées, couraient et étaient facteurs de divisions. Nous avons eu les débats qu'il fallait, ils ont été tranchés de la manière la plus démocratique qui soit par les militants ou par les instances comme le Bureau national.

Et c'est ainsi que nous avons pu aborder les échéances électorales successives de la Présidentielle et des législatives dans la meilleure situation qui soit. Voilà ce qui a constitué, effectivement, les conditions de notre victoire collective.

Martine Aubry le disait à l'instant, cette victoire nous oblige. Le Parti, tel qu'il est devenu aujourd'hui, doit rester un acteur majeur de ce changement. Et le gouvernement doit pouvoir, avec les groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, pouvoir également compter sur le Parti socialiste, à la fois comme force de réflexions et de propositions, parce que tout va vite, et notre logiciel doit s'adapter, je dirais, de manière continue, mais aussi parce que le Parti, c'est une force militante extraordinaire. Combien de réunions tenues ? Combien de tracts distribués ? Combien de portes ouvertes ? C'est tout cela le Parti socialiste, à la fois une grande force intellectuelle et collective, et à la fois une force militante irremplaçable.

Donc ce que je voulais exprimer, et j'en terminerai par là, c'est que le rôle qu'a joué le Parti, qui a été si essentiel durant ces trois dernières années, eh bien que ce rôle, il continue à le jouer, parce que maintenant que le changement a une majorité à l'Assemblée nationale, il s'agit bien entendu, avec Jean-Marc Ayrault, avec François Hollande, avec le gouvernement, de réussir ce changement. »



Christian Paul

« Chers amis, l'importance de ce Conseil national n'a échappé à personne, et Patrick l'a confirmé à l'instant. Ce Conseil national marque, il faut le rappeler, il faut le redire autour de nous, la plus belle victoire collective depuis 1981. Il prolonge une période héroïque et féconde de plusieurs années. Il ouvre une séquence passionnante et difficile à la fois, nous le savons bien.

Et à l'échelle de nos vies de militants, de candidats, de socialistes, ces dernières semaines garderont, pour toujours j'en suis sûr, une intensité particulière, parce que ce fut à la fois la reconquête réussie, l'alternance engagée, bien engagée, le changement, qui se sent et qui se voit. Voilà de quoi effacer toutes les fatigues !

Alors chers amis, maintenant, nous devons rester à la hauteur, à la bonne hauteur, à la hauteur de la victoire de François Hollande le 6 mai, à la hauteur, Jean-Marc Ayrault, des premiers actes de ce gouvernement, qui ont largement renforcé nos candidats, devenus en grand nombre des députés à l'Assemblée nationale, et

je salue à mon tour les anciens, et aussi surtout les nouveaux. J'entends dire ici ou là, ça a même été écrit, que cette victoire serait empoisonnée en raison des difficultés du pays. Je ne le crois pas. Cette victoire, elle est simplement exigeante, elle est terriblement exigeante, car nous avons la ferme volonté de ne pas décevoir.

Alors moi aussi, je retire pour notre Parti, deux ou trois brèves leçons des années récentes et des moments intenses que nous venons de vivre, quelques leçons pour servir l'avenir de notre parti. Chers amis, une campagne et une élection réussies bien sûr par ce que nous disons, mais aussi par notre capacité à entendre et à comprendre le pays.

Les Français ont exprimé des espoirs de changement, mais aussi d'immenses inquiétudes. Les fractures sont là, et c'est dans leurs replis que prospère le Front national. Les fractures sont là, les fractures sont là aussi. Et nous avons, nous socialistes, diagnostiqué dès 2008, l'effondrement idéologique et l'échec de la droite libérale, car le sarkozysme avait donné des armes pour diviser les Français, mais il ne leur a pas donné une grille de lecture pour comprendre ce qui se passait en France, et encore moins de direction pour un projet politique crédible. Et nous socialistes, nous avons montré, pas à pas, que le changement politique devait répondre à ces changements du capitalisme. Ils ne sont pas, ces changements, une simple crise. C'est une crise de modèle, et c'est pour nous un sérieux défi de civilisation.

Dans la campagne, François Hollande, en évoquant le redressement dans la justice, exprimait cet état des lieux et fixait le cap, les Français l'ont entendu et ils l'ont élu. Oui, nous avons mené la bataille des idées, et il faut continuer. Cette bataille, nous l'avons menée pied à pied, comme nous avons mené ici jour et nuit, dans l'opposition, de bien belles batailles parlementaires. La bataille des idées, c'était, et ce sera encore demain, d'affirmer l'identité de la France, là où d'autres ont dévoyé l'identité nationale. La bataille des idées, c'était et ce sera demain, de donner un contenu au redressement économique et productif en construisant les outils d'une nouvelle croissance. C'était et ce sera demain d'incarner l'idée de justice, de travailler pour l'égalité réelle entre les territoires, à l'école et contre les discriminations. C'était et ce sera demain de redonner du souffle à l'entreprise européenne, qui aujourd'hui est en danger. Et c'est aussi de refonder la méthode démocratique, car François Hollande, en apaisant la France, donne à la gauche les moyens de mobiliser les Français. Cette bataille des idées, nous l'avons menée quand les Français, peu à peu, ont entendu, redécouvert, où étaient le progrès, le mouvement et le changement. Et c'est ainsi qu'est devenue possible la reconquête du soutien populaire, car le Parti socialiste, chers camarades, ne choisit pas entre des idées et le peuple, il met des idées au service du peuple, et ce réarmement de nos idées est un capital précieux pour la suite.

Et puis et c'est la dernière leçon, nous avons besoin, chers camarades, d'un parti en parfait état de marche. Le Parti

socialiste a pris toute sa part à la victoire de François Hollande et de nos députés. Et on nous interroge aujourd'hui en effet, on nous pose la question : quel Parti socialiste voulons-nous pendant l'exercice du pouvoir ?

La réponse est probablement plus simple qu'il n'y paraît : le Parti socialiste que nous voulons est à l'image de celui qui a gagné, capable de porter sa propre transformation, capable d'organiser la relève des générations, capable d'être davantage à l'image de ce pays. Ni François Hollande, ni le gouvernement, ni le Parlement n'a besoin d'un parti en sommeil ou en veilleuse. Nous avons besoin d'un parti responsable et rénovateur, d'un parti structuré et ouvert, d'un parti doté de toutes ses fonctions vitales, d'un parti dont les fédérations poursuivront leur tâche de modernisation.

Et l'Université d'été, cher Emmanuel Maurel, comme le prochain Congrès, seront l'occasion d'en faire la démonstration. Oui, l'invention, la créativité, l'imagination. Ni les contraintes sévères, nous le savons, d'exercice du pouvoir, ni le poids des crises ne doivent nous détourner de cette production collective. Au contraire, quand la crise est là, c'est encore plus nécessaire. Et le Parti mènera, j'en suis sûr, les batailles qu'exige l'actualité, mais il doit garder un coup d'avance et le regard qui porte plus loin. La rénovation, chère Martine Aubry, la rénovation est bien engagée, mais elle n'est pas achevée. Et là aussi, sachons ensemble garder intacts, longtemps, et même dans les épreuves, l'ambition, l'élan et la ferveur de notre belle victoire. »



Harlem Désir

« Ce succès et la force qui est la nôtre au lendemain de cette élection nous les devons à nous tous. Je voudrais commencer par remercier Martine Aubry de nous avoir conduits à cette nouvelle victoire, après celle de la Présidentielle et après celle des régionales, des cantonales et des sénatoriales. Sans l'engagement, sans le dévouement, sans l'esprit de rassemblement de Martine Aubry, ces succès, nous n'aurions pas pu les remporter. Chers camarades, après cette

double victoire à l'élection présidentielle puis aux élections législatives, réussir notre Congrès sera la première contribution du Parti socialiste à la réussite du quinquennat, à l'action du gouvernement, et c'est évidemment notre premier devoir. C'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour le Parti socialiste, hier première force de l'opposition, aujourd'hui pilier central de la majorité.

Nous changeons d'époque, et nous en mesurons évidemment chaque jour les responsabilités, mais si nous changeons d'époque, c'est, comme l'ont dit d'autres intervenants avant moi, grâce à ce qui a été fait dans la période précédente et qui nous a permis de gagner. Il ne faut donc pas nous perdre sur ce nouveau chemin sur lequel nous nous engageons et abandonner ce que nous avons acquis, ce que nous avons appris, ce que nous avons entrepris pendant la période précédente.

La nouvelle période ne doit pas s'ouvrir sur l'oubli de ce qui a été fait et qui a été la raison de notre succès dans la précédente. Au contraire, cette victoire, elle est le fruit du travail collectif qui a été engagé depuis quatre ans autour de Martine Aubry : le rassemblement, le travail sur les idées et l'élaboration du projet, la rénovation, l'ouverture à la société, et en particulier le succès

des Primaires, cela a également été souligné. Ces Primaires, qui ont représenté un bouleversement et une rénovation, non seulement de nos propres pratiques politiques mais aussi celles de bien d'autres formations et pour longtemps dans notre pays. Ce processus qui pouvait être redouté, y compris par moi, vous le savez, il a permis, parce que nous l'avons joué pleinement, de façon maîtrisée, de franchir un cap dans notre relation avec les Français.

Plus le Parti s'est ouvert vers l'extérieur, plus il a gagné en rassemblement. Nous avons offert, avec nos candidats, un débat profond, digne, qui a passionné les Français, qui a entraîné l'adhésion et qui a suscité une participation massive au moment du choix du candidat, laissant la droite dépassée et totalement ringardisée.

À aucun moment elle n'a été capable d'utiliser ce processus contre nous. Les Primaires ont été un booster pour notre candidat, François Hollande, en même temps qu'un premier moment de popularisation de nos thèmes de campagne, de notre projet dont ensuite François Hollande a tiré un très grand bénéfice dans la campagne.

Cette longue séquence de reconstruction, de rénovation de notre Parti, qui vient du travail engagé dès le lendemain du congrès de Reims, travail d'ouverture sur la société, travail sur le projet, travail de débat avec les intellectuels, tour de France du projet, comme l'a rappelé Martine Aubry, nous a permis non seulement de remporter toutes les élections intermédiaires qui ont ensuite suivi, mais nous en sommes aussi sortis avec un Parti socialiste dont l'image a été totalement revalorisée aux yeux des Français.

L'image du Parti socialiste auprès des Français est aujourd'hui, d'une certaine façon, l'exact contraire de ce qu'elle était au lendemain de Reims. Et souvenez-vous qu'on ne donnait pas cher de notre peau à ce moment-là. Nous avons créé, à travers les Primaires puis la campagne présidentielle, dans le style

qui a été adopté, un contact direct avec les Français, une proximité sous des formes multiples, y compris d'ailleurs le déploiement du porte-à-porte, la façon dont François lui-même s'est comporté à chaque occasion de campagne, en allant à la rencontre des Français, le dialogue qui a pu ainsi s'engager entre nos militants et les Français, et qui a, je crois, beaucoup changé l'image qu'ont les Français aujourd'hui de notre parti politique.

Dans cette période nouvelle, il nous faut garder présent à l'esprit deux éléments. D'une part celui-ci, c'est-à-dire la transformation de notre rapport à la société, qui a été confortée par les premiers pas du gouvernement, par sa composition, la parité, le renouvellement, la diversité, par l'image aussi que nous avons donnée de nous-mêmes à travers nos candidatures, elles-mêmes paritaires, renouvelées, à l'image de la diversité de la société, la concertation sociale, le dialogue qu'a engagé Jean-Marc Ayrault sur les différents sujets. Tout cela va dans le sens de ce lien nouveau avec les Français.

Et évidemment, de l'autre côté, la situation économique, financière, sociale dans laquelle se trouve le pays, l'ampleur des attentes, des espérances, mais en même temps les contraintes que cette situation fait peser sur nous. Les Français, en nous donnant une majorité absolue, très large, très solide, très cohérente, nous ont donné les moyens pour agir.

Cette majorité cohérente, solide, c'est un avantage pour agir dans un moment de crise où il y a besoin de pouvoir agir avec force.

Mais c'est aussi, nous le savons, une exigence de résultats, qui est à proportion de cette confiance massive. La liberté d'action politique qu'ils nous ont donnée accroît la responsabilité, mais aussi l'obligation d'associer, d'écouter, d'agir avec les Français. Cela vaut pour le gouvernement. J'ai évoqué la démarche de dialogue, de concertation sociale, de respect des syndicats, des corps intermédiaires, des partenaires sociaux, mais cela vaut aussi pour le Parti lui-même.

Et cela exige donc de nous de continuer à travailler dans l'esprit qui a prévalu pendant la période précédente. C'est continuer à écouter, à débattre avec les Français. C'est d'autant plus important que même si nous nous félicitons de la participation exceptionnelle au moment de l'élection présidentielle, 80 %, qui donne force et légitimité à François Hollande, la participation aux élections législatives a ensuite été moins forte. Et nous savons que la crise démocratique n'a pas disparu. Le vote d'extrême droite est d'ailleurs une alerte dans un très grand nombre de territoires de ce point de vue.

La fonction d'un parti politique au gouvernement, et donc du Parti socialiste aujourd'hui, est de veiller à continuer, à partir de notre projet, à alimenter le débat dans le pays sur les choix à faire, à chaque étape, sur l'évaluation des résultats de l'action qui est menée, sur les attentes nouvelles qui s'exprimeront dans la société.

Nous retrouvons le pouvoir politique, et nous avons des moyens importants pour agir, mais nous ne devons pas perdre les capacités d'inventivité, de créativité, d'audace, de dialogue, de débat, d'écoute, qui ont été notre force dans la période antérieure.

Cela doit donc avoir des conséquences sur notre congrès lui-même. Nous ne devons pas oublier ce que nous avons fait auparavant. Notre congrès doit donc s'appuyer au contraire sur ce que nous avons fait.

De ce point de vue, je crois que ça ne peut pas être un congrès totalement classique, et qu'il nous faut donc trouver des formes pour associer les Français à notre débat. On ne peut pas retomber dans les formes purement traditionnelles des congrès socialistes.

Nous avons nos règles, nous avons nos statuts, nous avons nos traditions de débats, nous devons les respecter. Mais il y a plusieurs façons de les faire vivre : ou bien on reste entre nous, ou bien on retrouve l'esprit de ce qui s'est passé, en particulier lors des Primaires : un congrès dynamique, combatif pour défendre la politique du gouvernement, exigeant autour du rassemblement, européen, tant les enjeux européens sont au cœur du début de ce quinquennat, mais aussi tourné vers les Français, un congrès qui soit donc à l'image du rôle que nous voulons voir jouer au Parti socialiste dans la période qui est en train de s'ouvrir.

Le rôle que nous voulons lui voir jouer, il a été rappelé notamment par Martine Aubry : soutenir avec force et de façon loyale et indéfectible l'action du gouvernement et la réussite du quinquennat de François Hollande, expliquer cette action, la défendre face à la droite, la défendre auprès des Français. Un parti qui continue à être un lieu de discussions, de pensées, de réflexions sur la société, sur ses évolutions, ouvert aux contributions des autres, des acteurs sociaux, des intellectuels, un parti qui sache aussi faire remonter les attentes, qui soit donc un trait d'union dans les deux sens entre le pouvoir et la société et qui, parce qu'il est à l'écoute, soit capable de nourrir la réflexion et les propositions qui enrichiront l'action du gouvernement et y compris l'action de nos groupes parlementaires.

Un parti enfin qui soit un lieu de bouillonnements, d'engagements, en particulier de nouvelles générations, et donc un parti qui continue la rénovation et qui prépare la relève. Évidemment, nous le savons aussi, parce qu'il y aura des échéances électorales en 2014 et peut-être au-delà, élections municipales, élections régionales, élections cantonales, de nouvelles élections sénatoriales, cela évidemment fera aussi partie de nos tâches et de nos priorités.

Alors pour tout cela, et c'est ce dont nous allons débattre au travers de nos textes, au travers de nos conventions, de nos congrès fédéraux et de leur préparation dans les semaines et les mois qui viennent, nous vous proposons le calendrier suivant : le congrès se tiendrait, si vous en êtes d'accord, c'est la proposition que je vous fais, du 26 au 28 octobre. Ce sont des délais qui sont à la fois relativement longs, nous le savons, mais nous devons respecter nos règles, et en même temps, ce congrès, à certains égards, nous devons le faire il y a un an, mais nous avons d'autres priorités, et notamment l'organisation des Primaires et le lancement de la campagne présidentielle, ce congrès, donc, pourrait se tenir du 26 au 28 octobre. Je vous propose qu'il commence après la tenue d'un Conseil national d'enregistrement des contributions générales le mercredi 11 juillet.

Ce rendez-vous, et on pourrait enregistrer les contributions sans qu'il y ait de Conseil national, mais nos règles disent que pour enregistrer les contributions, nous devons le faire au travers d'un Conseil national, les contributions, selon nos statuts, doivent être déposées par au moins un signataire titulaire du Conseil national, mais je vous ferai la suggestion, en tout cas je la ferai volontiers devant la Commission nationale d'organisation du congrès que nous aurons à mettre en place, que tout en respectant cette règle, il soit possible pour celles et ceux qui le souhaiteront et qui déposeront ces contributions de proposer aussi d'y associer et d'en faire signataires des contributeurs qui ne seraient pas forcément membres du Parti socialiste, mais qui pourraient être des intellectuels, des acteurs sociaux qui souhaitent participer à nos débats. Je vois que cette suggestion pourra elle-même faire débat. Ça n'est qu'une suggestion personnelle que je vous transmets. Deuxièmement, à ce Conseil national à l'enregistrement des contributions générales, nous mettrions en place la

Commission nationale de préparation du congrès, qui est composée à la fois d'un certain nombre de secrétaires nationaux concernés par l'organisation du congrès et de représentants de chacune de ces contributions générales.

Il faudra également mettre en place dans chaque fédération une commission fédérale de préparation du congrès dans les mêmes conditions.

Nous pourrions avoir un délai un peu plus long pour le dépôt des contributions thématiques, qui, comme cela avait été le cas pour le congrès précédent, ne seraient pas imprimées, mais seraient publiées sur le site du Parti socialiste, donc nous n'avons pas la contrainte des délais d'impression, qui est un peu forte pour les contributions générales, afin que les militants puissent les avoir avant la fin du mois de juillet.

Pour les contributions thématiques, elles pourraient être transmises la semaine du 16 juillet.

À la rentrée, la semaine du 3 septembre, le mardi 4 septembre ou le samedi de cette semaine peut-être, nous pourrions tenir le Conseil national de synthèse au cours duquel seraient donc déposées la ou les motions, ainsi que les listes des candidats aux organismes centraux qui sont signataires de ces textes.

Ces motions seront envoyées au travers d'un supplément à L'hebdo des socialistes pour parvenir au plus tard le 26 septembre à chacun des militants.

Le débat, à partir de là, s'engagera donc dans les sections et dans les fédérations, le vote des adhérents pouvant intervenir le jeudi 11 octobre sur les motions, nos nouvelles règles adoptées par les militants lors de la convention sur la rénovation prévoyant l'éventualité d'un vote de second tour autour des deux textes arrivés en tête, qui peuvent fusionner avec ceux qui n'auraient pas été retenus, ou y compris fusionner entre eux s'il n'y avait pas un texte obtenant la majorité lors du deuxième tour avant le congrès.

Et donc, après ce premier vote du jeudi 11 octobre, le jeudi suivant, le jeudi 18 octobre, pourrait intervenir éventuellement un second vote qui permettrait donc ensuite aux congrès fédéraux de se tenir les vendredi 19 ou samedi 20 octobre selon les fédérations. Le congrès national ayant donc lieu le week-end suivant du 26 au 28 octobre.

Voilà la proposition que je voulais vous faire, pour un congrès qui va donc se dérouler dans un calendrier qui fera que, à la rentrée, après la session extraordinaire du mois de juillet, le Parlement sera de nouveau en session et les premières mesures seront présentées aux Français, débattues au Parlement, adoptées et mises en œuvre.

Les socialistes débattront dans leur congrès pour en faire un congrès de rassemblement, de débat avec les Français, pour la réussite du changement, du gouvernement et du quinquennat du président de la République, François Hollande.

Je vous remercie. »



DÉBAT SUR LE CALENDRIER

Après l'intervention de Harlem Désir, détaillant les modalités de la tenue du prochain congrès, Jérôme Guedj, Julien Dray et Henri Emmanuelli ont tenu à s'exprimer sur le calendrier. « Pour réussir le congrès, il faut que l'ensemble des militants du Parti socialiste, les plus anciens comme ceux qui nous ont rejoints dans cette campagne électorale, puissent pleinement y prendre leur part », a expliqué Jérôme Guedj. Selon lui, les dates des 26, 27 et 28 octobre arrivent donc un peu trop tôt dans le calendrier socialiste. « Puisqu'on veut que ça bouillonne, a repris Jérôme Guedj, autant ne pas mettre tout de suite le couvercle sur la marmite. Pour que ce soit goûteux, laissons un petit peu mijoter. » Rappelant que l'année avait été particulièrement chargée pour les militants et que les sujets qui devront être abordés pour ce congrès, tels que le Front national, les questions sociales et européennes, sont particulièrement importants, Henri Emmanuelli a lui aussi réclamé du temps. « Je souhaiterais, compte tenu de la lourdeur des questions qui vont être évoquées, qu'on puisse avoir le temps de réfléchir, d'écrire un peu et de ne pas avoir le sentiment d'être complètement bousculés, un petit peu à l'improviste. » Demandant à ce que les dates soient revues, les représentants d'« Un monde d'avance » ont ainsi plaidé pour un congrès fin novembre. Julien Dray a

demandé à ce que les dates soient repoussées à début décembre : « Nous savons tous que le défi qui nous est lancé cette fois-ci, c'est de faire que cette victoire ne soit pas une simple alternance. Il se passe des choses dans la société française et il y a nécessité que le parti travaille et travaille fort sur le plan idéologique. À ce titre, je pense qu'il faut un peu de temps quand même, pour avoir le temps d'écrire un certain nombre de contributions, pour réfléchir à des questions qui sont lourdes. » Julien Dray a ainsi demandé à ce que les dates soient revues au prochain Bureau national. Martine Aubry a repris également la parole pour justifier le calendrier présenté. S'appuyant sur les statuts du PS, la Première secrétaire a rappelé : « Notre convention rénovation du 3 juillet 2010 votée à l'unanimité dit que le prochain congrès doit avoir lieu dans les six mois après la présidentielle, c'est-à-dire avant le 6 novembre. » Les vacances scolaires constituent également une contrainte, ce qu'a rappelé Martine Aubry : « Je pense que ce débat doit avoir lieu à un moment où tout le monde peut se réunir, où on peut réunir toutes les sections en même temps, où on peut voter le même jour. » Le calendrier a été adopté à la majorité : « Nous confirmerons, a conclu la Première secrétaire, cette décision lors du Bureau national de la semaine prochaine ».

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.